

OTC

1. Les Nouvelles d'Arménie

20/02/2021

La Lituanie est fière d'être le premier pays au monde à avoir reconnu l'indépendance de l'Arménie



Cette année marque le 30^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Lituanie et l'Arménie indique le site de l'Ambassade de Lituanie à Erévan.

« *La coopération s'est approfondie au fil du temps, s'est élargie, créant un partenariat solide et une coopération étroite dans de nombreux domaines. La Lituanie est fière d'être le premier pays au monde à reconnaître l'indépendance de l'Arménie, l'un des premiers pays avec lesquels l'Arménie a établi des relations diplomatiques en 1991* » écrit le site de l'Ambassade de Lituanie.

En cette année anniversaire l'Ambassade de Lituanie en Arménie consacrera plusieurs manifestations pour rappeler ce 30^e anniversaire du déploiement de la diplomatie du pays Balte avec l'Arménie, deux pays amis.

« *Célébrons ensemble le 30^e anniversaire* » déclare l'ambassade de Lituanie à Erévan dans un communiqué.

2. Les Nouvelles d'Arménie

19/02/2021

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=76497

Les citoyens arméniens désignent les coupables de la défaite de la guerre en Artsakh

Les participants d'un sondage mené du 15 au 17 février en Arménie par l'Association internationale Gallup en Arménie ont répondu à la question de « Qui sont les coupables de la défaite militaire arménienne en Artsakh ? ». Les résultats de ce sondage a été commenté lors d'une conférence de presse vendredi par Aram Navasardyan le directeur du MPF LCC, membre de l'association Gallup en Arménie.

Les participants au sondage ont été invités à indiquer un maximum de 2 options. « L'ancien gouvernement » pour 32% des sondés, « Nikol Pachinian, le gouvernement actuel » est à 28,8%, « la Turquie et son soutien militaire à l'Azerbaïdjan » pour 16,1%, « l'Arménie et l'Artsakh n'ont pas perdu » affirment 10,2%. « Des officiers séparés des forces armées d'Arménie et l'Armée de défense de l'Artsakh » pour 4,4%, les autres réponses « autres » étaient d'environ 19,2%. 7,7% des sondés ont jugé difficile de répondre à cette question a déclaré Aram Navasardyan.

Suite aux récentes interviews des 2^e et 3^e présidents de l'Arménie, 26% des personnes interrogées ont déclaré avoir regardé l'interview de Serge Sargsyan et 35,1% ont regardé Robert Kotcharian. A la question de savoir comment les citoyens sondés évaluaient ces entretiens pour celui de Serge Sargsyan, 15,9% des téléspectateurs se déclaraient complètement satisfaits, tandis que 22,6% sont plutôt positifs. La version « plutôt négative » a été mentionnée par 15,4%, et 40% ont déclaré qu'elle était complètement négative. Concernant l'interview de Robert Kotcharian, 24,2% des téléspectateurs ont déclaré avoir un avis tout à fait positif, 22,4% - plutôt positif, 11% plutôt négatif et 36,3% généralement négatif.

3. Les Nouvelles d'Arménie

20/02/2021

Plus de 184 tonnes d'aide humanitaire ont atteint l'Arménie par le biais du Fonds pan-arménien

Depuis les premiers jours de la guerre, avec les efforts de la diaspora et avec le soutien du Fonds pan-arménien (All-Armenian Fund), une aide humanitaire à grande échelle est arrivée en Arménie en provenance de diverses communautés arméniennes de la diaspora. À ce jour, plus de 184 tonnes d'aides humanitaires furent dirigées vers l'Arménie a informé le Fonds pan-arménien.

Du matériel médical moderne, des bandages de premiers soins, des traitements des plaies, des produits de réparation de la peau, des vêtements d'hiver chauds, des chaussures, des sacs de couchage, des tentes, des lits, de la nourriture, des colis-cadeaux pour les écoliers d'Artsakh, ont été transportés et mis à la disposition de l'Arménie et de l'Artsakh.

Pendant la guerre, depuis le 10 octobre, environ 89 tonnes d'aide humanitaire sont arrivées en Arménie en provenance des États-Unis, d'Europe en général, grâce aux efforts des Arméniens vivant dans la diaspora, des organisations arméniennes opérant dans différentes communautés, grâce aux efforts de tous par l'intermédiaire du Fonds.

4. Les Nouvelles d'Arménie

19/02/2021

100 membres du Congrès américain appellent l'administration Biden à soutenir l'Artsakh et l'Arménie

Plus d'une centaine de membres du Congrès américain appellent l'administration Biden à prendre des mesures concrètes pour la survie de l'Artsakh et la sécurité de l'Arménie informe le Comité national arménien d'Amérique (ANCA).

La lettre adressée au secrétaire d'État américain, au ministre de la Défense souligne la gravité de la crise du Haut-Karabagh, qui a résulté de l'agression azérie et turque de l'automne dernier. Les membres du Congrès sont instamment priés de prendre des mesures urgentes de la part des États-Unis.

Ils appellent l'administration Biden à aider le peuple d'Artsakh à reconstruire ses villes et villages, à participer à la recherche d'un règlement régional durable basé sur le droit de l'Artsakh à l'autodétermination, à reconnaître le droit du peuple d'Artsakh à l'autodétermination en tant que Partie de négociation légitime au

conflit Pour soutenir le développement économique de l'Arménie, les Arméniens ont été déplacés par l'agression azérie, comme Joe Biden est appelé à reconnaître le génocide arménien.

5. France Culture

19/02/2021

<https://www.franceculture.fr/emissions/grand-reportage/-grand-reportage-du-vendredi-19-fevrier-2021>

Karabakh : le "Jardin Noir" du Caucase peut-il être arménien ?

C'est un conflit qui s'inscrit dans l'histoire : le Haut-Karabakh que se disputent Arméniens et Azéris depuis près de 30 ans a été de nouveau le théâtre d'une guerre fin 2020. Trois mois après l'arrêt des hostilités, les intérêts des deux pays semblent toujours irréconciliables.

La seconde guerre du Haut-Karabakh a opposé l'Arménie à l'Azerbaïdjan du 27 septembre au 10 novembre 2020 : 44 jours de conflit qui ont permis à l'Azerbaïdjan, soutenu par la Turquie, de reprendre le contrôle de territoires perdus en 1994 lors de la première guerre du Karabakh. Cette enclave peuplée d'Arméniens en territoire azéri s'était alors proclamée en république indépendante, l'Artsakh, jusqu'à la défaite de 2020. Les Arméniens du Karabakh craignent désormais pour leur avenir, tandis que les Azéris chassés dans les années 90 voudraient revenir.

6. Les Nouvelles d'Arménie

19/02/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=76459

Conférence de presse de l'Ambassadeur russe



La presse rend compte d'une conférence de presse de l'Ambassadeur russe en Arménie, Sergey Kopyrkin.

Sur les prisonniers de guerre

Selon lui, la question des prisonniers de guerre arméniens est l'une des principales priorités dans l'ensemble des problèmes qui sont en train d'être résolus dans le cadre de la mise en œuvre de la déclaration trilatérale du 9 novembre 2020. « Je n'exagère pas quand je dis que c'est effectivement l'une des questions prioritaires que notre Président, notre Ministre des Affaires étrangères, notre Ministre de la Défense traitent personnellement » a déclaré l'Ambassadeur. Il a noté que la question n'était pas résolue aussi rapidement qu'il le souhaiterait, mais que des efforts importants étaient déployés. Kopyrkin s'est également dit confiant que le problème serait finalement résolu. La presse rappelle que Bakou a confirmé avoir 57 Arméniens capturés, alors que la partie arménienne parle de plus de 120 militaires et civils en captivité en Azerbaïdjan. Au total, une soixantaine de personnes, dont des civils, sont rentrées en Arménie. Selon les données officielles, la partie arménienne a remis 15 personnes.

Sur la situation politique

A la question de savoir de quoi il a discuté lors de ses réunions avec les anciens Présidents, Kopyrkin a répondu « On a parlé des événements tragiques de fin 2020, du travail effectué par la Russie et le contingent de maintien de la paix, du Centre international pour la réponse humanitaire au Karabakh, de l'aide apportée à l'Arménie dans divers domaines ». Kopyrkin a souligné que tous ses interlocuteurs ont insisté sur « l'importance capitale de la relation étroite et alliée qui existe entre les deux pays ». Selon l'Ambassadeur, il s'agit en effet d'un facteur de sécurité et de développement dont les deux pays ont besoin dans cette situation difficile, tant dans la région que dans le monde entier. Quant à la décision de l'équipe au pouvoir de rejeter l'idée d'organiser des élections législatives anticipées, Kopyrkin a fait remarquer que c'est aux dirigeants de l'Arménie et aux forces politiques d'en décider. Interrogé sur le retour du deuxième président arménien Robert Kocharyan à la grande politique, Kopyrkin a déclaré que ce retour devrait être évalué par le peuple arménien.

7. Les Nouvelles d'Arménie

19/01/2021

Poutine et Erdogan ont discuté de la mise en œuvre des accords conclus sur le Haut-Karabagh le 9 novembre 2020

Le président russe Vladimir Poutine a eu aujourd'hui une conversation téléphonique avec son homologue turc Recep Tayyip Erdogan, au cours de laquelle, entre autres questions, la mise en œuvre des accords conclus sur le Haut-Karabagh a été discutée. Information du service de presse du Kremlin.

Ce dernier communique dans un message :

« Les discussions sur la situation au Haut-Karabakh se sont poursuivies dans le cadre de la mise en œuvre des accords énoncés dans les déclarations des dirigeants de la Russie, de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan les 9 novembre 2020 et 11 janvier 2021, ainsi que la coordination des Actions russo-turques pour le développement socio-économique. »

Les Présidents de la Russie et de la Turquie ont noté avec satisfaction le lancement d'un centre conjoint de contrôle du cessez-le-feu russo-turc au Haut-Karabagh.

8. Les Nouvelles d'Arménie

19/02/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=76484

Sciences-Po se compromet avec les agents d'Erdogan



SCIENCES PO – BOSPHORUS PRIZE 2021

Reinvigorating multilateralism and global cooperation
for a more inclusive and green post-Covid world as
a leverage for strengthening Turkey - France - EU relationship

Il serait faux de croire que l'entrisme de l'État turc sur le territoire se limite à la création de filiales de l'AKP ou au prosélytisme des imams financés par Ankara. Au-delà des velléités de contrôle sur l'immigration, l'exportation de l'influence d'Ankara vise également les élites françaises et le monde politique. Cette tâche est dévolue à l'Institut du Bosphore, une association soutenue par la Tusiad, le patronnat turc, qui milite activement pour la défense des intérêts de l'État turc et son adhésion à l'Europe.

Ce qui se traduit notamment par une série d'initiatives cherchant à lisser l'image de ce pays en butte à une grave dérive autoritaire à l'intérieur doublé d'un retour de son tropisme ottoman à l'extérieur.

C'est dans ce contexte de violence et de répression que Sciences-po a accepté de renouveler le « [prix Sciences-po - Bosphore 2021](#) », qui en est à la cinquième édition. L'Institut du Bosphore annonce en effet sur son site internet le lancement du « Prix annuel Sciences Po-Bosphore attribué par l'Institut du Bosphore et l'École d'affaires internationales de Sciences Po (PSIA) ». Une initiative qui a pour but de récompenser « les dissertations écrites par les étudiants de Sciences Po sur la relation triangulaire entre la Turquie, la France et l'Union Européenne. Pour cette cinquième édition, les étudiants sont invités à réfléchir autour du thème « Reinforcing multilateralism and global cooperation for a more inclusive and green post-Covid world as a leverage for strengthening Turkey - France - EU relationship » .

La date limite pour soumettre un article est le mercredi 3 mars 2021.

Cette complaisance de l'école de la rue Saint-Guillaume avec le principal représentant du lobbying d'Erdogan en France, si elle n'est pas nouvelle, apparaît comme particulièrement scandaleuse dans le contexte actuel, marqué par l'opération de nettoyage ethnique qui vient de se produire avec l'implication de l'armée turque au Haut-Karabakh, les menées militaires contre Kurdes et des activités expansionnistes en méditerranée, auxquels s'ajoutent de multiples violations des droits de l'homme et des libertés et l'enrôlement de djihadistes syriens pour accomplir ses basses besognes.

[Alors que la répression qui est en train de s'abattre sur les étudiants d'Istanbul](#) s'est soldée la semaine dernière par de nombreuses arrestations, il semble inconcevable que la direction de Sciences-po continue d'inviter ses propres élèves à apporter leur quote-part à la stratégie marketing de la dictature turque sur les

élites françaises en formation. Pour quelques deniers. Une initiative indigne de la déontologie de l'IEP censée en principe participer à l'éducation des étudiants, et non les exposer de cette façon au trafic d'influence d'un État voyou. En particulier par l'entremise de l'Institut du Bosphore, coutumier de l'ingérence politique directe sur le sol national.

Comment ne pas souvenir, par exemple, de son implication active à l'Assemblée nationale, contre les lois visant la pénalisation du négationnisme du génocide arménien ? Un lobbying qui pourrait constituer, n'en doutons pas, un bon sujet de réflexion et de dissertation à l'heure où l'exportation du racisme de l'État turc se traduit par de graves violences contre les Français d'origine arménienne comme on l'a vu durant ces derniers mois, à Décines, Vienne, Dijon et Marseille.

par [Ara Toranian](#)

9. L'Orient le Jour

19/02/2021

<https://www.lorientlejour.com/article/1252559/chypre-accuse--la-turquie-de-la-surcharger-de-demandeurs-dasile.html>

Chypre accuse la Turquie de la "surcharger" de demandeurs d'asile

AFP



Une photo fournie par le service de presse de Chypre, le 1er juillet 2012, montrant les drapeaux de Chypre et de l'UE à Nicosie. Photo d'archives

Chypre a critiqué la Turquie vendredi soulignant sa responsabilité dans la création d'une nouvelle route migratoire qui l'a "surchargée de manière disproportionnée" avec le pourcentage le plus élevé de demandeurs d'asile dans l'Union européenne par rapport à sa population.

La République de Chypre, membre de l'UE depuis 2004, a connu une augmentation du nombre de demandeurs d'asile ces derniers mois. Beaucoup entrent en traversant illégalement la zone tampon surveillée par l'ONU qui divise l'île entre la République de Chypre (sud) et la "République turque de Chypre-Nord" (RTCN), reconnu uniquement par Ankara.

Les autorités chypriotes disent avoir enregistré la plus forte proportion de demandes d'asile dans l'UE ces quatre dernières années, à 4% de sa population, contre une moyenne de près de 1% dans le reste de l'UE.

"L'écrasante majorité des flux migratoires provenait de la Turquie, qui ne met pas en oeuvre tous les accords concernant les migrations vers Chypre", ont déclaré les ministères chypriotes des Affaires étrangères et de l'Intérieur dans un communiqué conjoint.

"En fait, la position de la Turquie a conduit à la création, plutôt qu'à la prévention, d'une nouvelle route migratoire dans l'Est de la Méditerranée, qui surcharge de manière disproportionnée Chypre et met une pression énorme sur le système d'asile national".

Le gouvernement chypriote souhaite que le sujet soit prioritaire lors de la téléconférence du 15 mars des ministres des Affaires étrangères et de l'Intérieur de l'UE, ainsi que dans "les discussions à venir sur la Turquie", selon le communiqué.

Nicosie soulèvera "l'ampleur de la crise migratoire à laquelle Chypre est confrontée" à Bruxelles pour s'assurer qu'elle "reçoit l'assistance nécessaire pour y faire face efficacement".

Chypre a enregistré 1.640 nouvelles demandes d'asile au troisième trimestre de 2020, soit le plus grand nombre de demandes enregistré par rapport à sa population de quelque un million d'habitants, a déclaré Eurostat.

En décembre, M. Nouris avait déclaré qu'en 2019, Chypre avait reçu au total environ 17.000 demandes d'asile, soit une augmentation de plus de 500% par rapport à 2015.

10. Les Nouvelles d'Arménie

19/02/2021

L'Union européenne accorde 3 millions d'euros d'aide supplémentaire aux victimes de la guerre d'Artsakh

La Commission européenne a annoncé le 18 février une aide humanitaire complémentaire de 3 millions d'euros à la population civile touchée par les récentes hostilités à grande échelle au Haut-Karabagh ainsi que pour les réfugiés. Grâce aux efforts de l'Union européenne, 6,9 millions d'euros d'aide humanitaire ont été offerts depuis le début des hostilités en septembre 2020.

« Après l'arrêt des hostilités, une grave crise humanitaire se poursuit dans la région, dont l'aggravation est actuellement renforcée par l'hiver rigoureux et le coronavirus. L'Union européenne accroît son soutien aux personnes touchées par le conflit dans et autour du Haut-Karabagh. Il aidera à fournir des fournitures d'urgence à ceux qui en ont le plus besoin » a déclaré le commissaire européen chargé de la gestion des crises, Janez Lenarcic.

L'aide récemment annoncée aidera les partenaires humanitaires de l'Union européenne à fournir de la nourriture, des fournitures d'hiver, des abris, des soins pour d'autres besoins, tels que des soins de santé essentiels et un soutien psychologique à la population touchée. L'aide humanitaire de l'Union européenne est fournie conformément aux principes humanitaires d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance.

11. L'Orient le Jour

19/02/2021

<https://www.lorientlejour.com/article/1252550/la-turquie--mise-sur-le-lobbying-pour-convaincre-biden.html>

La Turquie mise sur le lobbying pour convaincre Biden

AFP



Un F-35 sur la base militaire de Beaufort, en Caroline du Sud aux Etats-Unis.
Photo d'archives Jeff Mitchell / AFP

La Turquie s'est attachée les services d'un cabinet de conseil de renom à Washington pour tenter de réintégrer le programme de construction d'avions furtifs F-35 dont elle a été suspendue, a rapporté vendredi un média officiel turc. Selon l'agence de presse étatique Anadolu, l'agence gouvernementale turque chargée des achats d'équipements militaires, la SSB, a signé un contrat avec la firme Arnold&Porter Kaye Scholer, qui a pignon sur rue à Washington. Selon d'autres médias, Ankara doit verser plus de 700.000 euros à cette firme pour des activités de lobbying dans les six prochains mois.

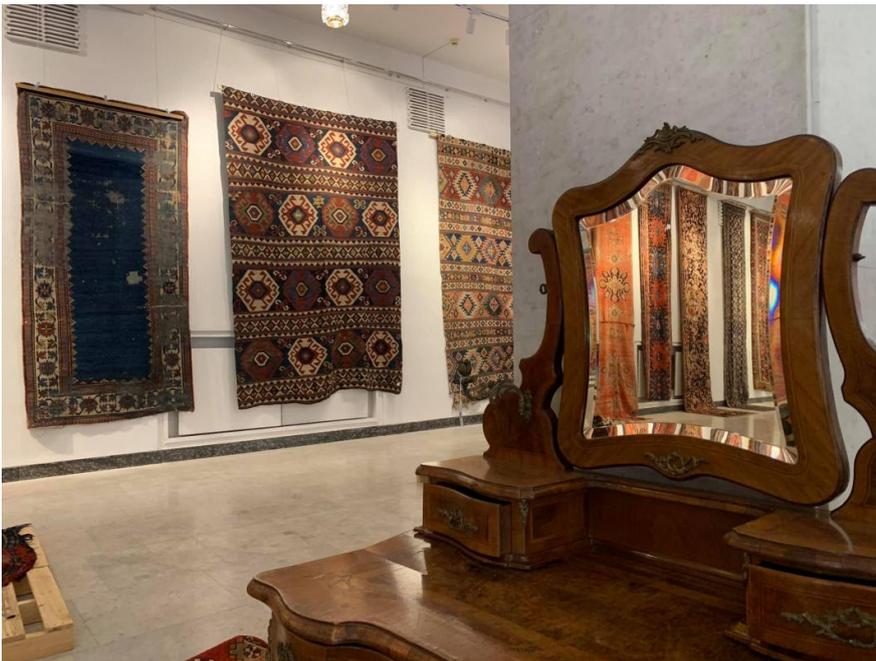
En 2019, les Etats-Unis ont écarté la Turquie du programme de développement de l'avion de combat furtif américain F-35 après l'acquisition par Ankara du système de défense anti-aérien russe S-400. Certains composants de l'avion étaient produits dans ce pays avant son exclusion. Washington juge que l'achat de ces systèmes de défense russes par Ankara met en danger les secrets technologiques du F-35. L'an dernier, les Etats-Unis ont en outre interdit l'attribution de tout nouveau permis d'exportation d'armes à la SSB, après qu'Ankara eut testé les S-400. La Turquie a protesté à plusieurs reprises contre ces décisions, reprochant en outre aux Etats-Unis de n'avoir pas livré les plus de 100 appareils F-35 qu'elle a commandés et qu'elle affirme avoir partiellement payés.

Le mois dernier, le président turc Recep Tayyip Erdogan a émis l'espoir de parvenir avec l'administration américaine de Joe Biden à un compromis permettant la réintégration d'Ankara au programme F-35. Signe que la Turquie est prête à faire des concessions, le ministre turc de la Défense Hulusi Akar a déclaré la semaine dernière qu'Ankara pourrait ne pas déployer les missiles russes de façon permanente. M. Akar a notamment mentionné l'exemple de Chypre, qui avait renoncé en 1999 à déployer sur son territoire des missiles S-300, ancêtres des S-400. Ceux-ci avaient été envoyés sur l'île grecque de Crète et Athènes a fini par en devenir propriétaire.

18/02/2021

<https://www.courrier.am/fr/arts-et-culture/la-collection-du-musee-de-tapis-de-chouchi-sera-exposee-erevan>

La collection du Musée de tapis de Chouchi sera exposée à Erevan



L'exposition du Musée de tapis de Chouchi ouvrira ses portes le 20 février à Erevan, au Musée-Institut national d'architecture portant le nom de Tamanyan.

Les tapis de la collection personnelle du fondateur du musée, Vardan Astsatryan, ont été transportés de Chouchi le 1er novembre 2020.

Le plus ancien exemplaire présenté remonte à 350 ans. Le commissaire de l'exposition est Narek Van Ashugatoyan.

L'exposition sera inaugurée le 20 février à 15 heures.

13. Ouest-France

18/02/2021

<https://www.ouest-france.fr/monde/turquie/un-raid-turc-->

Un raid turc pour récupérer des otages au Kurdistan d'Irak vire au bain de sang

L'opération, destinée à récupérer treize Turcs détenus dans l'un de ses repaires par la guérilla du PKK, s'est soldée par un bain de sang. Le pouvoir turc tente de maquiller son échec.



Ici, une proche près du cercueil de l'un des trois militaires tués lors d'une opération contre les Kurdes dans la région de Gara (lors d'une cérémonie le 12 février dernier). | ADEM ALTAN / AFP

La [Turquie](#) est de nouveau en ébullition à propos du PKK, la guérilla séparatiste kurde qui défie Ankara depuis 1984, dans un conflit qui a causé plus de 45 000 morts. Dimanche 14 février 2021, l'annonce de l'exécution de treize « otages turcs détenus depuis 2015 par le PKK, dans l'un de ses repaires du Kurdistan irakien, a semé consternation et fureur.

Des raids aériens et une opération hélicoptérée ont permis à l'armée turque de prendre la grotte de Gara, dans un massif difficile d'accès, à 60 km au sud de la frontière. Les corps des treize victimes, des civils, mais aussi des policiers, militaires et agents du Mit (renseignement) ont été rapatriés. Des dizaines de guérilleros seraient morts.

Le président turc tonne contre le silence des Occidentaux

Le [président Erdogan](#) tonne contre le *silence* des Occidentaux, accusés de ménager le PKK. La Turquie, a-t-il prévenu, ne tolérera aucun *sanctuaire terroriste* et son armée restera *le temps qu'il faudra*. Elle tenait déjà des avant-postes dans le nord irakien - administré par un gouvernement autonome kurde dont Ankara s'accommode - et dans le nord kurde de la Syrie. Véhément, le ministre de l'Intérieur Süleyman Soylu a demandé qu'on lui crache à la figure si le chef militaire du PKK, Murat Karayilan, n'est pas *découpé en mille morceaux*.

Plus de 700 personnes arrêtées en Turquie

En Turquie même, les autorités ont arrêté plus de 700 personnes pour

« complicité terroriste », dont des élus du Parti démocratique des peuples (HDP), accusé d'être la vitrine politique du PKK. La population kurde, majoritaire dans le Sud-Est, représente au moins un cinquième des 84 millions d'habitants.

Cette gesticulation nationaliste paraît destinée à neutraliser l'opposition et les rares médias indépendants, qui demandent des comptes. Le 10 février, un Erdogan elliptique laissait entendre qu'il aurait bientôt de *bonnes nouvelles* à communiquer. L'opération était déjà en cours.

Selon l'analyste d'*Al-Monitor* Metin Gürcan, lui-même ex-commando, l'armée d'Ankara aurait agi sur renseignement et espéré faire d'une pierre deux coups : libérer les prisonniers et capturer de hauts dirigeants du PKK. Mais cette opération, mal préparée et peut-être éventée selon l'expert, a foiré. Les chefs du PKK n'étaient pas au nid. Dès le début, trois soldats étaient tués et les prisonniers sont morts avec les guérilléros encerclés.

14. Le Figaro

18/02/2021

<https://www.lefigaro.fr/international/georgie-une-crise-politique-au-parfum--russe-20210218>

Géorgie: une crise politique au parfum russe

RÉCIT - Le premier ministre Guiorgui Gakharia a quitté son poste en signe de protestation contre une décision de l'équipe dirigeante. Un nouvel épisode qui s'inscrit dans une crise politique, dans laquelle est impliquée la Russie, depuis 2019.

Par Régis Genté

À Tbilissi

La Russie a depuis longtemps perdu le cœur des 3,7 millions de Géorgiens. Mais la nouvelle crise qui secoue ce pays du Caucase en ce début 2021 n'est qu'un nouvel épisode d'une séquence ouverte le 20 juin 2019 après qu'un député communiste russe, Sergueï Gavrillov, s'est assis dans le fauteuil du président du Parlement national géorgien. Gavrillov devait alors ouvrir une réunion de

l'Assemblée interparlementaire sur l'orthodoxie et avait trouvé naturel de s'asseoir dans ledit fauteuil. Cela avait entraîné [des semaines de protestation en Géorgie](#), ce pays considérant que la Russie «*occupe*» 20 % de son territoire national par sa présence et son soutien aux régions séparatistes d'Abkhazie et d'[Ossétie du Sud](#).

En 2019, [le président du Parlement géorgien avait dû démissionner](#), après n'avoir rien trouvé d'anormal à ce qu'un député russe s'assoit dans son fauteuil. Cette fois, c'est le premier ministre, Guiorgui Gakharia, qui quitte son poste. Il affirme être en désaccord avec le reste de l'équipe dirigeante, estimant que la décision de lever l'immunité parlementaire de Nika Mélia, le chef du principal parti d'opposition (le Mouvement national uni de l'ex-président Mikhaïl Saakachvili) pourrait provoquer une montée de tension risquée pour le pays.

Justice politisée

Le 16 février, le Parlement, contrôlé par le parti le Rêve géorgien de l'oligarque Bidzina Ivanichvili, qui a fait fortune en Russie dans les années 1990, a levé l'immunité de Nika Mélia. Le vote ouvrait la voie à la décision d'un tribunal de Tbilissi, ce mercredi, de condamner le leader d'opposition à de la prison préventive. Nika Mélia est accusé de ne pas avoir payé une caution pour avoir retiré son bracelet électronique il y a quelques mois. Mais le fond de l'affaire remonte à la nuit du 20 au 21 juin 2019 où [Nika Mélia a, au milieu de centaines de manifestants, tenté d'envahir le Parlement](#).

Ces derniers jours, M. Gavrilov a jeté de l'huile sur le feu. Il a loué le parti au pouvoir, qui selon lui fait «*de son mieux pour empêcher les coups d'État, les répressions et la dictature dans le pays*». Dès lors, l'ensemble des partis d'opposition avaient beau jeu derrière Nika Mélia de dénoncer une justice géorgienne aux ordres de Moscou. Une Justice trop souvent politisée ces dernières années.

Cette nouvelle crise politique intervient dans un contexte tendu dans le Caucase du Sud. [La Russie y a plus que jamais renforcé son emprise](#), à l'occasion de la guerre au Haut-Karabakh, en octobre et novembre derniers, entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Ce conflit a aussi permis à la Turquie d'Erdogan, autre voisin pour le moins autoritaire, de se renforcer dans cette région. Au même moment, les élections parlementaires géorgiennes du 31 octobre débouchaient sur une crise politique. La victoire du Rêve géorgien était à ce point contestée qu'aucun parti d'opposition n'a accepté de siéger au Parlement.

Ce jeudi, le Rêve géorgien a désigné Irakli Garibachvili pour prendre la tête du gouvernement. Ce francophone de 38 ans a déjà occupé le poste de 2013 à 2015, laissant un piètre souvenir. «*Il n'a pas la carrure, ce n'est qu'un factotum*

d'Ivanichvili», explique un diplomate occidental familier des arcanes de la politique géorgienne.

15. Les Nouvelles d'Arménie

18/02/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=76387

Des parlementaires du Karabakh veulent faire du russe la deuxième langue officielle



Les représentants de trois grands partis du Haut-Karabakh ont présenté un projet de loi qui ferait du russe la deuxième langue officielle du territoire peuplé d'Arméniens.

Le projet de loi cite l'histoire des « liens culturels, militaires et économiques » du Karabakh avec la Russie. Il ajoute que le russe est resté la « deuxième langue de communication » de nombreux Arméniens du Karabakh depuis la rupture soviétique et que lui donner un statut officiel aiderait à approfondir les liens avec la Russie, et ce « dans tous les domaines ».

Le projet de loi a été rédigé par des députés affiliés au parti de la Patrie libre d'Arayik Harutiunian, le président du Karabakh, et de deux autres partis représentés au Parlement du Karabakh. Les trois groupes contrôlent ensemble la majorité des sièges du Parlement.

« Nous permettons simplement l'utilisation du russe comme langue officielle dans tous les cercles », a justifié hier Aram Harutiunian de Patrie libre aux micros des journalistes du service arménien de RFE / RL.

« Nous ne remplaçons pas l'arménien par le russe, ou vice versa », a-t-il précisé. Un autre député local, Metaksia Hakobian, a averti que son parti d'opposition Justice ne soutiendra le projet de loi que s'il est amendé pour maintenir la

suprématie de la langue arménienne. Elle a affirmé que sa version actuelle était en contradiction avec la constitution du Karabakh qui déclare l'arménien comme la seule « langue d'État » de la République non reconnue.

Harutiunian a nié toute contradiction. Pourtant, il a assuré que lui et d'autres auteurs du projet de loi étaient ouverts à la discussion pour des changements dans le texte.

La présence de la Russie au Karabakh a considérablement augmenté après que Moscou a négocié un accord de cessez-le-feu qui a mis fin à la guerre arméno-azerbaïdjanaise de six semaines le 10 novembre.

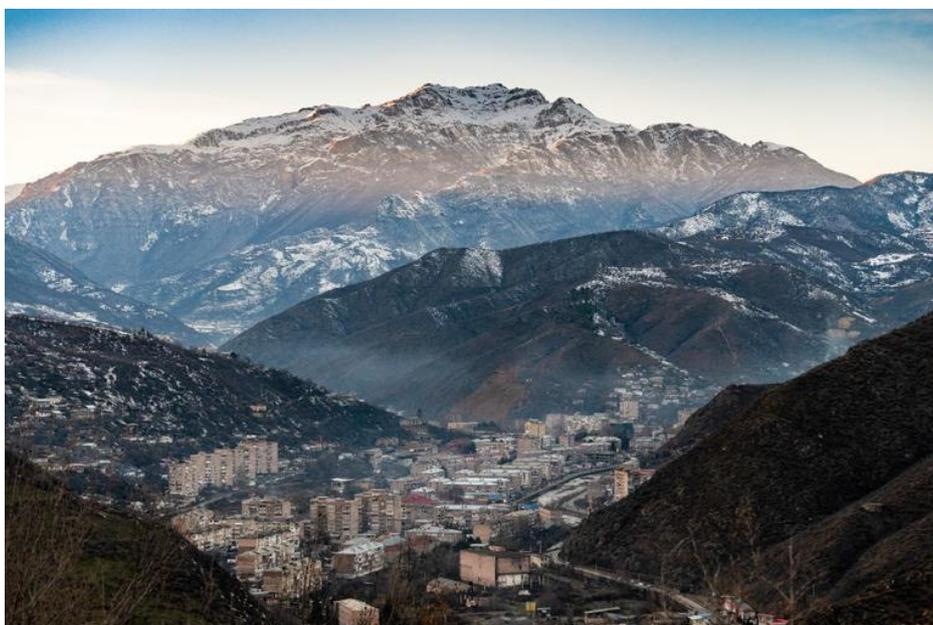
Les soldats de la paix ont aidé des dizaines de milliers de civils arméniens du Karabakh, qui ont fui les combats, à rentrer chez eux.

16. Courrier International

18/02/2021

<https://www.courrierinternational.com/article/haut-karabakh-la-frontiere-avec-lazerbaïdjan-larmenie-pourrait-autoriser-les-villageois>

À la frontière avec l'Azerbaïdjan, l'Arménie pourrait autoriser les villageois à porter des armes



Vue sur les montagnes de la province arménienne de Siounik, près de la frontière avec l'Azerbaïdjan. PHOTO / ARAM NERSESYAN / SPUTNIK VIA AFP

Depuis la guerre qui a éclaté dans le Haut-Karabakh à l'automne dernier, la frontière s'est modifiée. Soixante-dix-sept villages arméniens se retrouvent

frontaliers de l'Azerbaïdjan et se sentent en insécurité. Le Parlement d'Erevan envisage d'adopter des mesures pour autoriser le port d'armes dans ces localités.

“Réfléchissons ensemble aux moyens d'armer les habitants des villages frontaliers [de l'Azerbaïdjan], de sorte que chaque homme puisse avoir une arme à la maison”, proposait en décembre dernier Guévorg Parsian, maire de Kapan, dans le Siounik (région méridionale de l'Arménie), à l'opposition parlementaire arménienne, rapportait alors le site **ArmenPress**.

Après la défaite des Arméniens face à l'alliance turco-azerbaïdjanaise dans la deuxième guerre du Haut-Karabakh (27 septembre-10 novembre 2020), et la récupération par Bakou des deux tiers de la région, les frontières étatiques entre les deux pays se sont allongées, et les problèmes s'amoncellent sur les frontières orientales et méridionales de l'Arménie.

Avant septembre 2020, 38 villages des régions d'Ararat, Guegharkounik, Vaiots Dzor et Tavouch avaient le statut de localité frontalière. *“Désormais, 39 villages supplémentaires dans les régions de Siounik et Guegharkounik se sont ajoutés à cette liste, la portant à 77 villages réunis au sein de 23 communautés locales”,* explique Grant Mikaelian, expert de l'Institut du Caucase à Erevan, dans un entretien avec le site **Sputnik Armenia**.

Le processus de définition des frontières entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, non achevé après la dissolution de l'Union soviétique en 1991, est en cours et semble à l'avantage de Bakou, qui ne cache pas ses appétits territoriaux enjambant les frontières de l'Azerbaïdjan.

“Les villageois arméniens protestent et réclament de résoudre le problème de la délimitation illégale qui les prive de droits, de

[...]

Alda Engoian

(suite réservée aux abonnés)

17. Euronews

18/02/2021

<https://fr.euronews.com/2021/02/18/si-le-vent-tombe-est-le-seul-film-jamais-tourne-au-haut-karabakh-un-pays-proche-de-l-absur>

Si le vent tombe est le seul film jamais tourné au Haut-Karabakh, un pays proche de l'absurdie...

C'est un film qui ne vient pas de nulle part, mais d'un territoire qui n'existe plus vraiment aujourd'hui. Le Haut-Karabakh, enclave arménienne autoproclamée en république après l'effondrement de l'URSS est au centre de *Si le vent tombe*, le premier film de l'arménienne installé en France, Nora Martirosyan.

Si le vent tombe est une plongée dans un territoire non reconnu par la communauté internationale, et dont l'aéroport flambant neuf, n'a jamais vu aucun avion décoller ou atterrir, car non répertorié au registre de l'aviation mondiale... Une réalité qui pour la réalisatrice dépassait la fiction.

"J'ai été saisie par la situation, l'absurdité de la situation, donc un pays qui est devant moi, qui n'existe pas sur les cartes, qui n'a pas d'existence juridique, et de toutes leurs forces, les habitants, le gouvernement, font semblant d'une sorte de normalité. Et je trouvais ça incroyable. Et ça a pris beaucoup de temps d'écrire, parce que c'est compliqué d'écrire un film qui, quelque part, parle de géopolitique sans vraiment mettre ça au centre."

Nora Martirosyan

Le film s'est terminé au début de l'année 2020, quelques mois avant que les troupes azerbaïdjanaises et les soldats du Haut-Karabakh, soutenus par l'Arménie se sont violemment affrontés.

En novembre, un cessez-le-feu sous l'autorité de Moscou a marqué la défaite du Haut-Karabakh.

"Le film reste tel qu'il est, il raconte une vérité dans le temps, 30 ans de cessez-le-feu, ce n'est pas juste un instant, c'était une sorte de fausse paix pendant trente ans. C'est particulier de regarder aujourd'hui le film, avec ces nouvelles frontières redessinées."

Nora Martirosyan

Si le vent tombe reste le seul film jamais tourné dans cette région du bout du monde... Il a été labellisé Cannes 2020, et compte parmi les films de la Sélection officielle, puis montré dans de nombreux festivals, [comme au Cinemed de Montpellier à l'automne dernier](#). [Les critiques](#) comme le public lui ont fait le

meilleur des accueils.

Il sortira en France dès la réouverture des salles. Comme dans cet aéroport, l'attente est interminable...

(voir la bande annonce, sur le site)

18. Les Nouvelles d'Arménie

18/02/2021

Officiel : plus de 9000 Arméniens blessés dans la guerre du Karabakh



9094 Arméniens ont été blessés lors de la guerre déclenchée par l'Azerbaïdjan contre le Haut-Karabakh, a fait savoir le bureau du procureur général jeudi 18 février.

Jeudi également, les autorités sanitaires ont déclaré que 3577 corps de soldats arméniens tués au combat avaient été examinés entre le 27 septembre et le 13 février.

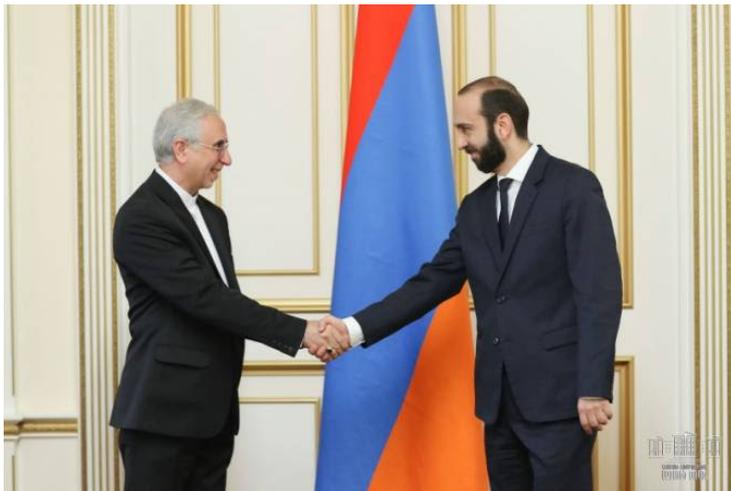
Au 13 janvier, a ajouté le ministère de la Santé, 428 corps ont été identifiés par analyse ADN.

19. Les Nouvelles d'Arménie

18/02/2021

Le Président de l'Assemblée nationale rencontre

L'Ambassadeur iranien



Le président de l'Assemblée nationale Ararat Mirzoyan a reçu aujourd'hui l'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République islamique d'Iran en Arménie, Abbas Zohuri.

Au cours de la réunion, le Président Mirzoyan a déclaré qu'il considérait l'Iran comme un pays ami et un partenaire fiable. En ce qui concerne le conflit d'Artsakh, le Président a déclaré après la déclaration trilatérale du 9 novembre sur le cessez-le-feu qu'il était nécessaire de mettre en œuvre les accords conclus. Il a mentionné en priorité l'échange des prisonniers de guerre avec le principe de « tous pour tous ». Mirzoyan a ajouté que le conflit du Haut-Karabakh ne peut pas être considéré comme complètement résolu parce que le statut du Haut-Karabakh - le droit à l'autodétermination de la population du Haut-Karabakh n'a pas été résolu sous le format de coprésidence du Groupe de Minsk de l'OSCE.

L'Ambassadeur a déclaré que la partie iranienne a salué l'accord de cessez-le-feu en Artsakh et a réaffirmé l'avis du ministre iranien des Affaires étrangères selon lequel le retour des prisonniers de guerre devrait être rapidement résolu.

Lors de la réunion, les responsables ont également discuté d'un certain nombre de questions liées au renforcement des relations interparlementaires, des relations économiques et en particulier à l'expansion de l'activité économique conjointe à Syunik.

20. Les Nouvelles d'Arménie

18/02/2021

De nouvelles discussions concernant le Karabakh entre Poutine et Pachinian

Le président russe Vladimir Poutine et le Premier ministre arménien Nikol Pachinian se sont entretenus par téléphone hier, alors que leurs ministres des Affaires étrangères se sont rencontrés à Moscou pour de nouvelles discussions sur le conflit du Haut-Karabakh et les relations russo-arméniennes.

Une déclaration du Kremlin a révélé que Poutine et Pachinian ont discuté des « aspects pratiques de la mise en œuvre » d'un accord négocié par la Russie qui a mis fin à la guerre au Haut-Karabakh le 10 novembre ainsi que des accords de suivi conclus par eux et le président azerbaïdjanais Ilham Aliev à Moscou le 11 janvier.

Selon l'annonce officielle de la partie arménienne concernant cet appel téléphonique, Poutine et Pachinian ont convenu de la nécessité d'une libération rapide de tous les prisonniers restants : « L'Arménie s'est dite préoccupée par le fait que l'Azerbaïdjan ne se conforme pas pleinement au point correspondant de la déclaration conjointe [datant de novembre] ».

Au moins 100 soldats et civils arméniens seraient toujours sous captivité azerbaïdjanaise. M. Pachinian a rencontré certains de leurs proches lors de sa visite hier dans la deuxième plus grande ville d'Arménie, Gumri. La réunion s'est déroulée à huis clos et il n'a fait aucune déclaration publique par la suite.

Le communiqué du Kremlin précise que Poutine et Pachinian ont également discuté de « certaines questions d'actualité liées à la coopération russo-arménienne », sans donné plus de détails.

L'appel téléphonique a coïncidé avec la rencontre entre le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov et son homologue arménien en visite sur place, Ara Ayvazian.

Lavrov s'était entretenu par téléphone avec le ministre azerbaïdjanais des Affaires étrangères, Jeyhun Bayramov, plus tôt dans la journée. Selon le ministère russe des Affaires étrangères, ils se sont concentrés sur la mise en œuvre des accords du 11 janvier concernant principalement la restauration des liaisons de transport entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Mardi, Ayvazian et Bayramov s'étaient entretenus séparément par vidéoconférence avec des diplomates russe, américain et français coprésidents du groupe de l'OSCE à Minsk.

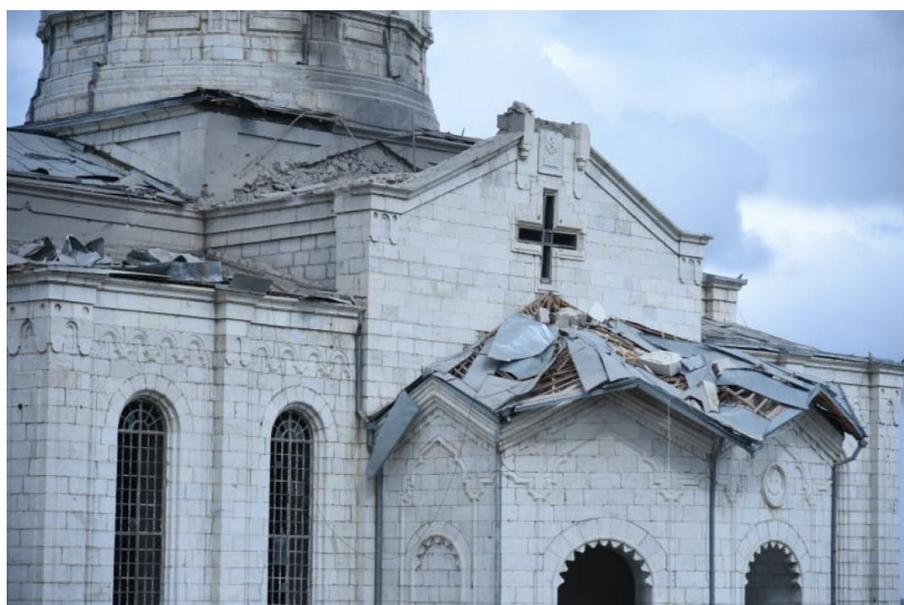
« Les coprésidents ont engagé avec chaque ministre un long échange de vues de fond sur des questions liées à la promotion de la stabilité dans la région, les modalités du processus de médiation et le rôle du représentant personnel du président de l'OSCE », peut-on lire dans une déclaration commune publiée par les médiateurs.

21. Le Courrier d'Erevan

18/02/2021

<https://www.courrier.am/fr/region/lazerbaidjan-declare-la-guerre-lunesco>

L'Azerbaïdjan a déclaré la guerre à l'UNESCO



À la suite de la récente guerre sanglante déclenchée contre l'Artsakh, la protection du riche patrimoine historique et culturel arménien dans les territoires sous contrôle azerbaïdjanais est devenue un défi pour la communauté arménienne et internationale. Le groupe de Minsk de l'OSCE ainsi que l'UE, ont souligné l'importance de la protection de l'héritage chrétien arménien dans les territoires sous contrôle azerbaïdjanais et a soutenu la participation de l'UNESCO à ce processus.

Le 20 novembre dernier, la directrice générale de l'UNESCO, Audrey Azoulay, a constaté la nécessité de protéger les monuments du Haut-Karabakh et l'inadmissibilité des tentatives de déformation de leur identité. Dans sa déclaration, elle a proposé d'envoyer une mission d'assistance technique dans la région. La proposition de la directrice générale a été approuvée par les États membres de l'organisation, comme le reflète la déclaration publiée le 11 décembre 2020 par le Comité de l'UNESCO pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé.

L'inquiétude exprimée par la communauté internationale est compréhensible et

naturelle, étant donné l'attitude des autorités azerbaïdjanaises à l'égard du patrimoine culturel arménien, qui est sous leur contrôle depuis de nombreuses années. Le monde entier connaît la façon dont les autorités azerbaïdjanaises ont agi entre 1997 et 2006. Ils ont détruit des monuments historiques arméniens sur le territoire du Nakhitchevan : 89 églises médiévales, 5 840 khachkars et 22 000 pierres tombales. Il est déplorable de constater qu'à l'époque, la communauté internationale n'a pas pris de mesures suffisantes pour empêcher cette barbarie. Outre la destruction physique des monuments arméniens, les « scientifiques » azerbaïdjanais sous l'ordre des autorités azerbaïdjanaises poursuivent leurs tentatives d'appropriation du patrimoine historique et culturel arménien, en niant son identité arménienne et en répandant des thèses anti-scientifiques sur leur prétendue identité « albanaise ». Sans entrer dans les détails de cette hypothèse anti-scientifique de l'Azerbaïdjan et de l'attitude de la communauté universitaire internationale à son égard, il convient de noter que les autorités azerbaïdjanaises l'utilisent à des fins politiques, répandant publiquement des mensonges d'un niveau d'absurdité élevé. Cette politique des autorités azerbaïdjanaises viole ouvertement les dispositions de la résolution 2347 du Conseil de sécurité des Nations unies de 2017, qui déclare sans équivoque que le patrimoine culturel ne peut être dénaturé, risquant ainsi de provoquer un nouveau conflit (... les tentatives de nier les racines historiques et la diversité culturelle peuvent alimenter et exacerber les conflits, empêcher la réconciliation nationale après un conflit, compromettre la sécurité, la stabilité, la gouvernance, le développement social, économique et culturel des États touchés).

Le régime d'Aliyev, qui a commis l'un des plus grands génocides culturels de notre époque en utilisant les méthodes terroristes de l'État islamique, non satisfait de la guerre sanglante déclenchée dans le Haut-Karabakh sur la base de la haine ethnique et raciale, a maintenant lancé une guerre contre l'UNESCO, l'empêchant de remplir sa mission de protection du patrimoine culturel de l'Artsakh. Le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev et les médias qui le servent ont vivement critiqué l'UNESCO, accusant l'organisation de « partialité qui sert les intérêts d'autres pays ». Il convient de noter qu'une telle politique des autorités azerbaïdjanaises n'est pas récente. À un moment donné, sous divers prétextes, ils ont également entravé les visites des missions de l'UNESCO, du Parlement européen et du Conseil de l'Europe au Nakhitchevan, essayant ainsi de cacher toute la criminalité. Actuellement, l'obstruction par l'Azerbaïdjan des visites de missions en Artsakh laisse raisonnablement soupçonner que les autorités azerbaïdjanaises, à l'instar du Nakhitchevan, préparent un autre vandalisme culturel à grande échelle dans le prolongement de la politique de nettoyage ethnique des Arméniens en Artsakh et d'élimination de la présence arménienne. Pendant la guerre de 2020, le 8 octobre, l'armée azerbaïdjanaise a tiré deux fois des roquettes sur le temple du Saint-Sauveur à Chouchi. Après la

signature de la déclaration trilatérale par le Premier ministre de la République d'Arménie, le Président de l'Azerbaïdjan et le Président de la Russie et la cessation des hostilités, les militaires azerbaïdjanais ont fait sauter le dôme et le clocher de l'église St. Jean le Baptiste (Kanach Jam) à Chouchi. Cette pratique criminelle des autorités azerbaïdjanaises se poursuivra, à moins que des mesures appropriées ne soient prises par l'UNESCO et d'autres organisations internationales spécialisées.

Il est à noter que les autorités azerbaïdjanaises ont également ciblé la directrice générale de l'UNESCO, Audrey Azoulay. La raison est compréhensible, puisque Azoulay, contrairement à sa devancière Irina Bokova, n'a pas été impliquée dans des scandales de corruption suspects avec les autorités azerbaïdjanaises, défendant l'impartialité de l'UNESCO et la mission universelle de protection du patrimoine culturel. En conséquence, les autorités de l'Azerbaïdjan, qui figure parmi les pays les plus corrompus dans les classements internationaux, sont « contrariées » de ne pas avoir réussi à impliquer l'UNESCO dans leur « jeu » et à promouvoir leur faux programme.

Le régime azerbaïdjanais n'a cessé de parler de son multiculturalisme imaginaire, tout en détruisant le riche patrimoine culturel arménien et en encourageant la haine ethnique contre le peuple arménien. Il est intéressant de mentionner que la première vice-présidente du pays, Mme Aliyeva, est l'ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO. L'obstruction des activités de l'UNESCO dans l'Artsakh a été le dernier exemple en date d'exposition de la fausse image « tolérante et multiculturelle » de l'Azerbaïdjan. Il est déjà impossible d'induire la communauté internationale en erreur ; la politique culturelle de génocide menée par les autorités azerbaïdjanaises est un fait bien connu.

Source: radiovan.fm

22. La Provence

17/02/2021

<https://www.laprovence.com/videos/hovannes-guevorkian--repsentant-du-haut-karabagh-en-france-est-l-invite-de-la-grande-interview/dx-WNJBtHM>

Hovhannès Guevorkian, représentant du Haut-Karabagh en France, est l'invité de La Grande Interview

Une guerre sanglante a fait découvrir à une partie du monde où était le Haut-

Karabagh. Entre septembre et novembre dernier, l'Azerbadjian a mené une guerre éclair dans ce territoire non reconnu au niveau international et peuplé d'Arméniens. L'Arménie a dû se résoudre à signer un cessez-le-feu en novembre dernier. Au total, cette guerre a causé la mort de près de 10 000 personnes, 5000 côté arméniens, 4000 côté azerbaïdjanais. Aujourd'hui, le peuple arménien reste confiant grâce à l'aide de sa diaspora de plus de 10 millions de personnes à travers le monde notamment la Russie (deux millions), les États-Unis (1 million) et la France (600 000). Il reste surtout mobilisé pour faire reconnaître son indépendance et sa reconnaissance internationale, seule façon selon lui de préserver sa survie face